

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes
Edition du 12 octobre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR

5 712

Le montant en € du seuil de pauvreté en Grèce en 2022 par an par ménage d'une personne

Brèves régionales Déclaration conjointe des Premiers ministres de la Bulgarie, de la Grèce et de la Roumanie pour accroître la connectivité en matière d'énergie, de transport et de technologie numérique en Europe du Sud-Est // Le gestionnaire du réseau d'électricité grec IPTO devient le nouveau promoteur du projet EuroAsia

Bulgarie Baisse annuelle de 9,7 % de la production industrielle en août 2023 // Révision à la hausse de la croissance à 1,7 % en 2023 selon les projections d'automne du FMI // Hausse du salaire minimum de 19,6 % à compter du 1er janvier 2024 // Demande par la Bulgarie de la deuxième tranche au titre du PNRR // Approbation par la Commission européenne d'une aide d'Etat de 400 M EUR à Bulgargaz // Baisse du prix du gaz naturel de 4,6 % en glissement mensuel en mars // Adoption des amendements à la loi sur l'Energie

Chypre Moody's relève les notations des deux banques systémiques du pays // Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 881,9 M€ sur la période janvier-août 2023 // CYSTAT a publié les principales statistiques du marché du travail pour le second trimestre 2023 // Au cours du mois d'août, 511 387 touristes ont visité Chypre, marquant une progression de +13,4% sur un an // Signature d'un contrat de 61 M€ pour la construction et la rénovation des arrêts de bus à Chypre

Grèce Le FMI moins optimiste que le gouvernement grec sur la croissance 2024 // L'inflation ralentit à nouveau le rythme en septembre 2023, mais les prix alimentaires se maintiennent à un niveau élevé // Le seuil de pauvreté en Grèce s'élève à 5 712 € par an par ménage d'une personne // Eurobank a racheté la part dans son capital détenue par le Fonds hellénique de stabilité financière (FHSF) // Mise en place d'une aide financière pour les éleveurs et les agriculteurs touchés par les récentes inondations

Roumanie Les exportations ont progressé au cours des 8 premiers mois de l'année, malgré le ralentissement des échanges au deuxième semestre // Banca Transilvania demeure la première banque roumaine en 2022, avec 19,1 % des actifs du secteur // Le revenu moyen des ménages a légèrement diminué au deuxième trimestre // Le secteur

Brèves régionales

Déclaration conjointe des Premiers ministres de la Bulgarie, de la Grèce et de la Roumanie

pour accroître la connectivité en matière d'énergie, de transport et de technologie numérique en Europe du Sud-Est. La rencontre des trois pays à laquelle ont participé les commissaires européens Margaritis Schinas et Adina-Ioana Vălean et le ministre de l'Energie de la Moldavie a notamment porté sur le projet de construction d'un corridor reliant les trois pays. Il partira de Thessalonique, passera par Kavala, Alexandroupolis, Bourgas et Varna et atteindra Constanta en Roumanie. Il sera également possible de l'étendre à la Moldavie. La coopération au sein de l'OTAN ainsi que le développement d'un projet de gazoduc reliant le port grec d'Alexandroúpoli au port bulgare de Bourgas, ont également fait l'objet des discussions. A l'issue de l'entretien, le PM grec M. Mitsotakis a indiqué que l'exportation de gaz naturel de la Grèce vers ses voisins du Nord a été multipliée par quatre cette année et a souligné l'importance du projet de gazoduc Grèce-Bulgarie qui devrait finalement partir de Grèce et rejoindre la Bulgarie, contrairement au sens initialement convenu. Le PM roumain a également tenu à souligner l'importance du corridor de transport sud, qui soutiendra la reconstruction de l'Ukraine. Le Premier ministre bulgare a mis l'accent sur l'urgence du renforcement des corridors de solidarité UE-Ukraine permettant de transporter les céréales ukrainiennes via la Méditerranée vers l'Afrique.

Le gestionnaire du réseau d'électricité grec IPTO devient officiellement le nouveau promoteur du projet EuroAsia

L'entreprise IPTO (ou ADMIE en grec) et la société EuroAsia Interconnector Ltd ont [annoncé conjointement la reprise en main du projet](#) d'interconnexion électrique Grèce-Chypre-Israël par IPTO. Pour rappel, ce projet, classé comme projet d'intérêt commun (PCI) par la Commission Européenne, prévoit la construction d'une interconnexion électrique longue de 1200 km et d'une capacité de 2 000 MW entre les trois pays. Le projet, dont le coût est estimé à près de 2 Md€, bénéficie à ce titre d'une subvention de 658 M€ via la "Connecting Europe Facility" tandis que 100 M€ du plan de relance chypriote lui sont également dédiés. La reprise en main du projet par IPTO suit par ailleurs son entrée au capital de la société EuroAsia, à hauteur de 25%, annoncée en juillet dernier. Selon le communiqué officiel, ces dernières opérations doivent désormais permettre de garantir le financement et la mise en œuvre du projet. L'entreprise IPTO, qui est déjà en charge de la construction de l'interconnexion Crète-Attique, apportera ainsi son expertise technique, sa stabilité financière et son savoir-faire pour l'achèvement du projet, prévu à l'horizon 2027-2028.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Baisse annuelle de 9,7 % de la production industrielle en août 2023

Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique (INS), l'indice de la production industrielle en août 2023 a diminué de 9,7 % par rapport au même mois

de l'année précédente. Une baisse annuelle de 40,7 % a été enregistrée dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz. La réduction dans l'industrie minière a été de 12,1 % en g.a. et dans l'industrie manufacturière de 1,9 % en g.a.

L'indice de la production industrielle en août 2023 a en revanche augmenté de 1,3 % par rapport à juillet 2023. Une hausse de 5,5 % a été enregistrée dans l'industrie minière, de 1,6 % dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz et de 1,5 % dans l'industrie manufacturière.

Révision à la hausse de la croissance à 1,7 % en 2023 selon les projections d'automne du FMI

Dans ses projections d'automne [World Economic Outlook](#), le FMI a revu à la hausse ses prévisions de la croissance en Bulgarie en 2023 de 1,4 % (projections d'avril 2023) à 1,7 %, après 3,4 % en 2022. L'indice des prix à la consommation harmonisé en moyenne annuelle pourrait baisser à 8,5 % en 2023 de 13 % l'année dernière. Le taux de chômage en 2023 devrait rester pratiquement au même niveau (4,6 %). Selon le FMI, le déficit budgétaire serait inférieur à 3 % (-2,8 %) et la dette publique atteindrait 21 % du PIB. Par ailleurs, selon la Banque mondiale, l'économie bulgare croîtrait de 1,4 % cette année en ligne avec le ralentissement économique dans la zone euro.

Hausse du salaire minimum de 19,6 % à compter du 1er janvier 2024

Le Conseil des ministres [a décidé](#) d'augmenter le montant du salaire minimum à compter du 1^{er} janvier 2024 de 780 BGN à 933 BGN, soit une hausse de 19,6 %. Selon le PM Nikolai Denkov, par cette décision, combinée avec d'autres mesures, le gouvernement remplit son engagement de réduire les inégalités en Bulgarie qui sont trop importantes pour les standards européens. Le nouveau salaire minimum est défini conformément au Code du travail, art. 244, selon lequel le salaire minimum pour l'année suivante représente 50 % du salaire brut moyen pour une période de 12 mois, qui comprend les deux derniers trimestres de l'année précédente et les deux premiers trimestres de l'année en cours.

Actualités sectorielles

Demande par la Bulgarie de la deuxième tranche au titre du PNRR

La Bulgarie a déposé auprès de la Commission européenne [le 7 octobre](#) les documents en vue de recevoir la deuxième tranche de paiement au titre du PNRR, estimée à 1,4 Md BGN (716 M EUR) et conditionnée à la réalisation de 66 mesures dont 22 amendements législatifs. A ce stade la Bulgarie n'a réalisé que 62 mesures, les quatre mesures non réalisées étant liées à la réduction du nombre des appels d'offres avec une seul candidat, au projet de terminal intermodal à Roussé (ce projet ne faisant plus partie du PNRR), au système d'équipement bord des trains et à la loi sur l'insolvabilité des personnes physiques. La Commission européenne dispose de deux mois pour examiner la demande de la Bulgarie.

Approbation par la Commission européenne d'une aide d'Etat de 400 M EUR à Bulgargaz

La Commission européenne a approuvé [le 10 octobre](#), au titre du cadre temporaire de crise, l'aide d'Etat de 400 M EUR (800 M BGN) accordée, en août 2022 sous forme de prêt bonifié, par le ministère bulgare de l'Energie au fournisseur public de gaz naturel Bulgargaz afin de couvrir les besoins de liquidité du fournisseur dans le contexte de la guerre en Ukraine. Pour rappel, suite à la suspension par la Russie du contrat à long terme de Bulgargaz avec Gazprom (représentant 90 % des quantités de gaz naturel livrées par Bulgargaz à ses clients), la compagnie bulgare a dû faire face à un manque important de liquidités qu'il a fallu combler afin de sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel dans un contexte de flambée des prix du gaz sur les marchés européens.

Baisse du prix du gaz naturel de 4,6 % en glissement mensuel en mars

La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau (EWRC) a approuvé [le 1er octobre](#) une baisse de 4,6 % du prix du gaz naturel par rapport à septembre 2023, à 30,9 EUR/MWh (60,4 BGN/MWh ; hors prix d'accès, de transfert, accises et TVA). Selon le régulateur, la consommation mensuelle est couverte à près de 50 % par le gaz azéri (conformément à un contrat à long terme avec l'Azerbaïdjan) et le fournisseur national Bulgargaz a conclu deux contrats relatifs à la livraison de GNL en octobre.

Adoption des amendements à la loi sur l'Energie

L'Assemblée nationale a adopté des amendements à la loi sur l'Energie relatifs à la libéralisation complète du marché de l'électricité. D'après les amendements, la Compagnie nationale d'électricité NEK ne sera plus le fournisseur public à compter du 1^{er} juillet 2024, cependant des compensations, provenant du Fonds pour la sécurité du système électrique, sont prévues pour les sociétés de distribution fournissant l'électricité aux ménages si le prix de l'électricité que ces sociétés achètent dépasse un certain seuil qui sera défini par le Conseil des ministres. Des prix régulés s'appliqueront aux ménages jusqu'au 1^{er} janvier 2026.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Moody's relève les notations des deux banques systémiques du

pays. Quelques jours après avoir relevé de deux crans la notation du souverain, l'agence a confirmé [l'amélioration de la notation de dépôts à long-terme d'Hellenic Bank et de Bank of Cyprus](#). Les deux établissements voient leur note passer de Ba1 à Baa3, soit un relèvement d'un cran permettant d'intégrer la catégorie « investment grade ». L'agence a justifié sa décision par l'environnement macroéconomique favorable pour l'activité des banques sur l'île, la croissance étant dynamique (2,3% attendu en 2023, puis 2,8% en 2024), l'économie résiliente face aux chocs, tandis que la hausse des taux d'intérêt agit positivement sur la rentabilité des établissements de crédits. Elle souligne également l'amélioration continue de la qualité des actifs, de la rentabilité mais également des indicateurs de capital et de solvabilité des banques chypriotes. Les deux banques présentent en effet des ratios comparativement solides de NPEs (inférieurs à 4% contre une moyenne nationale à 8,6%), de capitalisation (ratio CET1 de 16% pour BoC et 20,8% pour Hellenic Bank) et de rentabilité (ratios RoA de 1,6%). Moody's demeure enfin confiante dans la capacité des banques à maintenir leur trajectoire d'assainissement et d'amélioration de leurs indicateurs, en atteste les perspectives positives associées à leur nouvelle notation.

Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 881,9 M€ sur la période janvier-août 2023, soit un solde de +3,1% du PIB.

Le solde est en forte progression sur un an, où il affichait un surplus de 328,4 M€ (soit +1,2% du PIB). Sur la période, les recettes publiques ont crû de +16,8% pour atteindre 8,15 Md€, tirées par une hausse des taxes sur la production (+15,4% à 2,75 Md€, dont 1,8 Md€ de TVA) et sur les revenus (+15,2% à 2,14 Md€). Les dépenses progressent aussi significativement (+9,3% à 7,26 Md€), du fait d'une hausse des prestations sociales (+8,8% à 2,91 Md€) et de la rémunération des employés (+11,9% à 2,17 Md€). Pour rappel, outre les salaires, cette dernière catégorie comprend les cotisations sociales payées par l'Etat ainsi que les pensions de retraites des fonctionnaires.

CYSTAT a publié les principales statistiques du marché du travail pour le second trimestre 2023.

A cette date, le [taux de chômage à Chypre](#) atteint 5,9%, contre 6,8% en juin 2022. Au total, 29 367 personnes sont considérées comme non employées, contre 32 903 au T2 2022. Le chômage touche davantage les

jeunes (15,6% pour les 15-24 ans), tandis que 32,2% des chômeurs sont considérés de longue durée.

Toutefois, si la courbe du chômage tend à diminuer, le [nombre d'emplois vacants](#) augmente de son côté pour atteindre 13 027 postes libres, contre 11 113 un an plus tôt. Résultat, le [taux de vacance d'emploi](#) progresse de 17,2% en rythme annuel (et de 5,7% en rythme trimestriel) pour être porté à 2,9%. Ce taux de vacance est particulièrement élevé dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (7,3%), du transport-stockage (4,5%) et la fourniture énergétique (4,1%).

Enfin, la [rémunération mensuelle brute moyenne](#) des salariés progresse de +7,6% sur un an pour être portée à 2 250 €. La rémunération des femmes demeure toujours en moyenne inférieure de 16,3% à celle des hommes (2 117€ par mois contre 2 529€ pour les employés masculins).

Parallèlement, le [coût horaire du travail](#) progresse de 6,1% en g.a. au 2nd trimestre 2023, les composantes salariales et coûts non-salariaux (cotisations sociales et impôts) augmentant respectivement de 6,4% et 5,1% par heure travaillée.

Actualités sectorielles

[Au cours du mois d'août, 511 387 touristes ont visité Chypre, marquant une progression de +13,4% sur un an.](#) Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (35,9% des entrées), Israël (14,9%), la Pologne (5,8%), l'Allemagne (4,5%) et la Suède (3,6%). [Sur les 8 premiers mois de l'année](#), les arrivées touristiques (2,65 M) sont en outre en hausse de 24,5% par rapport à 2022. CYSTAT indique également que les [recettes liées au tourisme](#) ont atteint 454,6 M€ en juillet 2023, en hausse de +19,1% sur un an. La dépense moyenne par voyageur atteint 868 €, en hausse de 3,4% sur un an, pour une durée de séjour de 9,0 jours en moyenne (contre 9,5 jours en juillet 2022). Enfin, sur les sept premiers mois de l'année, les recettes touristiques ont progressé de 26,9% pour atteindre 1,54 M€.

[Signature d'un contrat de 61 M€ pour la construction et la rénovation des arrêts de bus à Chypre.](#) Officialisé par le [Ministère des Transports](#), le contrat a été attribué au consortium AS Aircontrol Ltd & Amco ABEE, pour une durée de 15 ans (5 ans de mise en œuvre, 10 ans de maintenance, auxquels s'ajoutent des droits pour des commandes ultérieures). Le projet, mis en œuvre dans la cadre du programme THALEIA 2021-2027, est co-financé par des fonds européens. Il prévoit notamment la construction de 4 450 nouveaux arrêts et la rénovation de 1 000 autres déjà existants ainsi que l'installation de 200 emplacements pour vélos afin d'encourager l'utilisation des transports publics et des mobilités combinées sur l'île.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

[Le FMI moins optimiste que le gouvernement grec sur la croissance 2024 :](#) dans ses [dernières prévisions de croissance d'octobre 2023](#), le FMI anticipe une croissance de 2,5% cette année et de 2% en 2024, prévision inférieure aux objectifs du Gouvernement grec qui, dans le projet de loi de finances 2024, vise une hausse du PIB de 2,3% pour cette année et de 3% l'an prochain. La tendance baissière du taux de croissance se poursuivra à moyen terme, le FMI anticipant une croissance grecque de 1,1% en 2028. La croissance du PIB de la zone euro devrait être de 0,7 % cette année et de 1,2 % en 2024, nettement inférieure qu'en Grèce, mais légèrement plus élevée

(1,2 %) en 2028. Le Fonds prévoit un ralentissement de l'inflation en Grèce, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation, anticipé à 4,1 % cette année et à 2,8 % en 2024, prévisions plus élevées que celles du Gouvernement (4% pour 2023 et 2,4% pour 2024). En revanche, le FMI est plus optimiste en matière de taux de chômage, attendu à 10,8% fin 2023 et à 9,3% en 2024, contre 11,2% et 10,6% prévus respectivement par le Gouvernement grec.

L'inflation ralentit à nouveau le rythme en septembre 2023, mais les prix alimentaires se maintiennent à un niveau élevé.

L'indice des prix à la consommation a gagné +1,6% sur un an à fin septembre, selon les dernières données publiées par [ELSTAT](#), soit une hausse moindre que celle observée en août dernier (+2,7%). Si les prix de l'énergie ont baissé (gaz naturel : -82% ; fioul domestique : -20,7% ; électricité : -1,2%), ceux de l'alimentation ont continué à augmenter, de +9,4% sur un an, après +10,7% en août dernier. Dans le détail, les prix des produits frais ont accéléré de +17,7%, les huiles de +16,1% et les fruits de +13,9%. La sous-catégorie comprenant l'eau, les boissons non alcoolisées et les jus de fruits a également augmenté de +13,9%. Les prix des produits pharmaceutiques ont enregistré une hausse de 11,8%.

Selon l'enquête sur les revenus et les conditions de vie des ménages (EU-SILC) pour 2022, le seuil de pauvreté en Grèce s'élève à 5 712 € par an par ménage d'une personne

et à 11 995 € pour les ménages de deux adultes et deux enfants à charge de moins de 14 ans. La Grèce est le 9e pays avec l'inégalité de revenu la plus élevée de l'Union européenne. Le pays détient le taux le plus élevé, après la Roumanie et la Bulgarie, en matière de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, à 26,3% de la population du pays, contre 21,6% pour l'UE en moyenne. En outre, 18,8% de la population totale du pays vit en risque de pauvreté, tandis que ce risque est plus élevé pour les femmes (19,4%) que pour les hommes (18,2%). Les taux de pauvreté les plus élevés sont enregistrés en Macédoine orientale, en Thrace (26,1%), en Grèce occidentale (26,7%), en Macédoine centrale occidentale (25,4%) et en Grèce centrale (25,4%). [ELSTAT](#)

Eurobank a racheté la part dans son capital détenue par le Fonds hellénique de stabilité financière (FHSF)

et devient la première banque systémique grecque à revenir dans le giron privé. La banque a annoncé l'acquisition de l'ensemble des 52 080 673 actions détenues par le FHSF au prix de 1,80€/action pour un montant total de 93,7 M€. Cette évolution marque le lancement réussi de la stratégie de désinvestissement du Fonds dans le système financier grec, l'objectif stratégique étant la vente des participations du FHSF dans les banques grecques d'ici à la fin de 2025.

Actualités sectorielles

Mise en place d'une aide financière forfaitaire pour les éleveurs et les agriculteurs touchés par les récentes inondations,

conformément à la dernière décision conjointe des ministres de l'économie et des finances, du développement rural et de l'alimentation, de la gouvernance numérique et de la crise climatique et de la protection civile rendue publique récemment (« Procédure d'octroi d'une aide financière d'urgence forfaitaire, en tant que première aide, au titre des subventions pour les dommages, aux entreprises et aux organisations à but non lucratif touchées par les inondations survenues du 4 au 11 septembre 2023 », [I.O. 17173/11.09.2023](#)). Le montant de l'aide aux entreprises et aux organismes sans but lucratif, à l'exclusion des exploitations agricoles mais y compris les exploitations d'élevage, est fixé comme suit : i) 4 000 € par entreprise ou organisme dont les actifs ont subi des dommages matériels très graves ; ou ii) 2 000 € par entreprise ou organisme dont les actifs ont subi des dommages matériels graves. Le montant de l'aide pour les exploitations agricoles, à l'exception des exploitations d'élevage, est fixé

à 2 000 € par exploitation agricole. Les agriculteurs et éleveurs sinistrés disposent jusqu'au 31 octobre 2023 pour déposer électroniquement (site arogi.gov.gr) leur demande d'indemnisation. Les données des demandes soumises seront recoupées avec les demandes soumises à ELGA pour les dommages causés au capital fixe et à l'équipement.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Les exportations ont progressé au cours des 8 premiers mois de l'année, malgré le ralentissement des échanges au deuxième semestre.

Depuis le début de l'année, les exportations roumaines ont ainsi atteint 62,2 Md €, en hausse de 3,1 % en g.a, alors que les importations ont diminué de 2,3 %, à 80,4 Md €. Cette dynamique a conduit à une réduction du déficit commercial de 17,2 %, à [-18,2 Mds EUR](#). Le pays profite des bonnes performances de l'activité à l'export du secteur des matériaux de transport (+11,1 %) et de l'industrie manufacturière (+15,8 %), tandis que les importations d'énergie et d'hydrocarbure ont diminué de 22,6 %. Au mois d'août 2023, le commerce international roumain a reculé à l'export (-7,1 %) comme à l'import (-10,5 %) par rapport à son niveau de l'année précédente.

Banca Transilvania demeure la première banque roumaine en 2022, avec 19,1 % des actifs du secteur,

devant BCR, filiale de l'autrichien Erste (14,0 %) et BRD, majoritairement détenue par la Société Générale, (10,2 %). ING Bank est par ailleurs devenue la quatrième banque du pays (9,0 %), devant Raiffeisen, CEC Bank et UniCredit. Les deux banques publiques, CEC et Exim Bank Romanesca, concentrent 12,1 % des actifs. Si 26 des [32 établissements bancaires](#) sont détenus par des capitaux étrangers, les banques roumaines concentrent toujours 31,9 % des actifs. Les banques ont par ailleurs renforcé leur profitabilité en 2022 et 25 établissements sont parvenus à générer des bénéfices.

Le revenu moyen des ménages a légèrement diminué au deuxième trimestre,

à [6 910 RON](#) (1 396 €, -1,0 % par rapport au T1). La part des salaires dans le revenu global a progressé (+1,7 pp) et atteint 66,6 %, porté par les fortes augmentations salariales accordées ces derniers mois. En revanche, la part des revenus sociaux (-0,5 pp, à 20,8 %) et celle des revenus en nature (-1,8 pp, à 7,0 %) ont reculé. Par ailleurs, les dépenses alimentaires de ménages ont progressé en raison de la persistance de l'inflation sur les produits alimentaires et représentent désormais 37,2 % des dépenses de consommation (+2,1 pp). En parallèle, les ménages ont cependant pu réduire leurs dépenses énergétiques en raison du recul des prix observés au cours de la période.

Actualités sectorielles

Le secteur roumain des jeux vidéo a signé une année record en 2022,

générant un chiffre d'affaires de [332 M€](#), en hausse de 25 %, soit sa plus forte croissance depuis 2014. Le secteur, composé de 222 studios, emploie 6 800 personnes. Doté d'une main d'œuvre compétitive et qualifiée en IT, le pays a attiré de grands groupes internationaux ces dernières années, comme Electronics Arts, Ubisoft ou Gameloft. Par ailleurs, le développement de cet écosystème a favorisé l'émergence de studios roumains, tels qu'Amber Studio, désormais 3ème acteur du secteur. Les

studios présents dans le pays ont également accru leur attractivité, la productivité des salariés ayant progressé de 49,8 % depuis 2019.

Le gouvernement durcit la législation relative aux jeux d'argent afin de renforcer la régulation du secteur. Les opérateurs des 80 000 machines à sous du pays, ainsi que les bookmakers et sites de paris en ligne, devront être enregistrés en Roumanie. Cette disposition vise à empêcher les opérateurs de transférer les bénéfices réalisés dans le pays à l'étranger et de se soustraire à l'impôt. Le gouvernement estime que cette mesure pourra générer des recettes fiscales supplémentaires de [268 M RON](#) (54,3 Md €). Par ailleurs, le prix des licences et permis d'exploitation seront révisés à la hausse, la vente d'alcool sera interdite dans les casinos et les affichages publicitaires seront limités à 35 m².

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtresor.gouv.fr